



## Conseil économique et social

Distr. limitée  
31 mai 2000  
Français  
Original: anglais

---

### Commission de la condition de la femme constituée en comité préparatoire de la session extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée « Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXI<sup>e</sup> siècle »

Troisième session

3-17 mars 2000

Point 2 de l'ordre du jour

Préparatifs de la session extraordinaire de l'Assemblée générale  
intitulée « Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes,  
développement et paix pour le XXI<sup>e</sup> siècle »

### Nouvelles mesures et initiatives pour la mise en oeuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing

Projet de rapport soumis par la Présidente  
du Comité préparatoire

### III. Problèmes actuels entravant la mise en oeuvre intégrale de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing

28. L'examen et l'évaluation de la suite donnée à la Déclaration et au Programme d'action de Beijing sont intervenus dans un monde en pleine mutation. Depuis 1995, un certain nombre de questions ont pris une grande importance et acquis de nouvelles dimensions, ce qui pose un surcroît de difficultés pour la mise en oeuvre intégrale et accélérée du Programme d'action par les gouvernements, les organismes intergouvernementaux, les organisations internationales, le secteur privé et les ONG, selon les cas, afin de parvenir à l'égalité entre les sexes, au développement et à la paix. [Un engagement politique insuffisant à l'égard de

l'égalité entre les sexes à tous les niveaux continue d'entraver la mise en oeuvre du Programme d'action.]

29. Dans certains pays, la mondialisation a entraîné des changements d'orientation vers une plus grande libéralisation des échanges et des flux financiers, la privatisation des entreprises publiques [et une baisse des dépenses publiques/**une modification des rôles du secteur public**]. Ce changement a transformé les modes de production et accéléré les progrès technologiques dans les domaines de l'information et de la communication. [La vie des femmes, travailleuses ou consommatrices, s'en est ressentie et les inégalités sont devenues plus marquées dans certains cas. Jusqu'à présent, les conséquences pour les femmes des changements visant à instaurer un meilleur équilibre entre les politiques économiques, les politiques de l'emploi et les politiques sociales, d'une part, et le développement durable, d'autre part,

**n'ont pas encore fait l'objet d'un examen systématique.**] [La mondialisation a affecté **[de diverses manières]** les valeurs culturelles, les modes de vie, la publicité et les médias. **Le renforcement de l'intégration internationale résultant de la mondialisation a également eu un impact dans les domaines culturel, politique et social.**] [Cette évolution s'est accompagnée de changements politiques majeurs, notamment de nouvelles formes de gouvernance, **[de la croissance de la société civile internationale]** et de la jouissance plus universelle des droits de l'homme.]

[Les fruits de la croissance de l'économie mondiale sont inégalement répartis. [ce qui a engendré/Cela a entraîné] un écart plus grand entre les riches et les pauvres, **[une plus grande ségrégation sur le marché du travail, des formes d'emploi atypiques et des difficultés à faire appliquer les normes du travail]** **[La féminisation de la pauvreté,]** une dégradation des conditions de travail et **[l'exploitation continue du travail des enfants,]** et une subordination persistante des femmes, **[en particulier]** **[notamment]** dans les secteurs de l'économie **[structurée et]** informelle et **[les zones]** rurales.]

La mondialisation a certes offert de plus grandes chances économiques et une plus grande autonomie à certaines femmes, mais **[la plupart d'entre elles/d'autres]** ont été marginalisées en raison de l'accroissement des **[disparités/inégalités]** entre les pays et dans les pays, ce qui les empêchent de bénéficier des avantages du processus. Bien que, dans de nombreux pays, le degré de participation des femmes à la main-d'oeuvre se soit accru, **[dans d'autres, la mise en oeuvre de certaines politiques économiques a eu une incidence négative sur l'emploi des femmes qui n'a pas été compensée]** [l'augmentation du niveau de l'emploi s'est **[rarement]** accompagnée d'] une amélioration des **[salaires, des promotions et des]** conditions de travail **[ou d'une diminution notable du niveau de pauvreté chez les femmes.]**

[Bien souvent, les femmes restent mal rémunérées, occupent toujours des emplois à temps partiel **[ou occasionnels]**, et demeurent exposées à des risques pour leur sécurité et leur santé.] **[Dans de nombreux pays,]** les femmes continuent de figurer parmi les premières à être licenciées et les dernières à être réembauchées, **en particulier les nouvelles arrivantes sur le marché du travail.]**

30. Des déséquilibres économiques entre les pays et à l'intérieur des pays, auxquels s'ajoutent une interdépendance et une dépendance économiques croissantes des États à l'égard des facteurs externes, de même que les crises financières, ont modifié, au cours des dernières années, les perspectives de croissance et entraîné une instabilité économique dans de nombreux pays, dont les effets se font lourdement sentir sur la vie des femmes. Du fait de ces éléments, les États ont plus de difficulté à assurer la protection et la sécurité sociales ainsi que le financement de la mise en oeuvre du Programme d'action. **[Ces difficultés se manifestent aussi dans le fait que les coûts de reproduction sociale et d'autres mesures sociales sont de moins en moins pris en charge par le secteur public et de plus en plus souvent assumés par les ménages.]** [La baisse des ressources financières provenant de la coopération internationale a contribué à marginaliser davantage et à exclure la plupart des pays en développement et de nombreux pays en transition où les femmes sont parmi les groupes les plus déshérités et les plus vulnérables.] **[L'objectif convenu, qui est de consacrer 0,7 % du PNB des pays développés à l'aide globale au développement, n'a pas été atteint, bien que les ressources allouées aux programmes consacrés aux femmes aient augmenté même si elles demeurent insuffisantes.]** **[Ces facteurs, auxquels s'ajoute la désintégration de la famille, ont contribué à accroître la féminisation de la pauvreté, ce qui a sapé les efforts visant à assurer l'égalité entre les sexes.]** Des ressources financières limitées contraignent non seulement les gouvernements, mais également leurs partenaires des ONG et du secteur privé, à recourir à des approches novatrices pour répartir les ressources existantes. L'une de ces démarches, qui consiste à procéder à une analyse par sexe des budgets publics, apparaît de plus en plus comme un outil efficace pour déterminer les différences d'impact des dépenses publiques sur les hommes et sur les femmes et contribuer à assurer une utilisation équitable des ressources disponibles. Ce type d'analyse est fondamental pour la promotion de l'égalité entre les sexes **[et assure une utilisation équitable des ressources existantes.]** **[Il est aussi impératif d'accorder plus d'attention au renforcement de la famille et des systèmes de soutien traditionnels qu'elle assure.]**

**[30 bis. Les conséquences négatives de la mondialisation et des programmes d'ajustement structurel, les coûts élevés du service de la dette extérieure et la détérioration des termes de l'échange ont aggravé**

les obstacles au développement, accentué la féminisation de la pauvreté, en particulier dans les pays en développement. Dans ce contexte, la crise économique qui a frappé plusieurs pays a eu des effets dévastateurs sur les femmes et a encore augmenté la féminisation de la pauvreté.] Dans certains pays [la mise en oeuvre/la conception inappropriée de politiques d'ajustement structurel] [a frappé]/les politiques de réforme économique ont eu des répercussions sur] le secteur de l'éducation [de plein fouet] car il en est résulté un recul des investissements dans les infrastructures de ce secteur.

[Les programmes d'ajustement structurel ont souvent entraîné des compressions budgétaires concernant les services sociaux de base, y compris l'éducation et la santé, augmentant les taux d'analphabétisme et les taux de mortalité maternelle parmi les femmes pauvres./Les mesures d'ajustement structurel ont parfois entraîné des compressions budgétaires dans les services sociaux de base, y compris l'éducation et la santé, entravant les efforts déployés pour améliorer le taux d'alphabétisation des femmes et élargir l'accès de ces dernières aux services de santé.]

**30 ter.** [Il est de plus en plus reconnu que le fardeau croissant de la dette auquel doivent faire face la plupart des pays en développement est insoutenable et constitue l'un des principaux obstacles entravant les progrès vers un développement durable axé sur les citoyens et vers l'élimination de la pauvreté. Cette difficulté, à laquelle s'ajoute la charge du service de la dette, a entravé les efforts déployés par les pays en développement pour parvenir à la croissance économique et au développement durable et a nui à leur mise en application du Programme d'action.]

**30 quater.** [Les mesures coercitives adoptées unilatéralement par certains pays à l'encontre d'autres pays qui ne sont pas conformes au droit international et à la Charte des Nations Unies continuent non seulement d'être un obstacle important, mais aussi d'entraver la promotion de la femme dans les pays concernés. Ces mesures ont des conséquences négatives pour le développement économique et social et nuisent à la pleine jouissance de tous les droits de l'homme, y compris le droit de toute personne à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé et son bien-être, et le droit à la nourriture, aux soins médicaux et aux services sociaux nécessaires.] [Les répercussions négatives des sanctions économiques

sur les femmes et les enfants constituent un autre obstacle majeur.]

**Nouveau paragraphe 30 quater.** [Les sanctions économiques appliquées à l'encontre de certains pays continuent d'avoir des répercussions négatives et sont préjudiciables à la population civile, en particulier aux femmes et aux enfants.]

*\*30 quinquies.* Dans les pays en transition, ce sont les femmes qui sont le plus touchées par les graves difficultés entraînées par la restructuration économique et qui sont les premières à être licenciées en périodes de récession. Elles sont progressivement exclues des secteurs qui connaissent une croissance rapide. Dans ces pays, les difficultés auxquelles elles doivent faire face actuellement tiennent à la disparition des garderies d'enfants résultant de l'élimination ou de la privatisation des entreprises d'État, à la nécessité accrue de s'occuper de personnes âgées sans infrastructures adéquates, à l'inégalité persistante d'accès à la formation qui serait requise pour retrouver un emploi et aux moyens de production nécessaires pour créer une entreprise ou développer une entreprise existante. (APPROUVÉ)

**[30 sexes.** Les femmes ont un rôle fondamental au sein de la famille. Si le soutien qu'elles reçoivent est inadéquat et si la famille, quelle que soit sa forme, ne reçoit pas la protection et le soutien nécessaires, la société dans son ensemble s'en trouve affectée et les efforts pour parvenir à l'égalité entre les sexes sont compromis.]

31. La science et la technologie, en tant qu'éléments fondamentaux du développement, transforment les modes de production, créent de nouveaux emplois [qualifiés] [de nouveaux classements des emplois] et de nouvelles méthodes de travail et contribuent à l'instauration d'une société fondée sur la connaissance. Les changements technologiques offrent, dans tous les domaines de nouvelles possibilités [aux femmes, à condition qu'elles bénéficient d'un accès équitable et aient acquis une formation adéquate et qu'elles participent activement à la détermination, à la conception, à la mise au point, à l'exécution et à l'évaluation par sexe de l'impact de ces changements.] De nombreuses femmes à travers le monde utilisent efficacement les nouvelles technologies de la communication pour créer des réseaux, mener des activités de sensibilisation, échanger des informations [consulter les médias] et lancer des initiatives dans le

domaine du commerce électronique. **[Les gouvernements, les ONG, les collectivités et le secteur privé tirent parti des progrès technologiques pour échanger des informations et des connaissances spécialisées.]** Cependant des **[des]** millions d'hommes et de femmes, parmi les plus déshérités, n'ont toujours pas accès à ces services et risquent de se voir exclus de ce nouveau domaine et privés des possibilités qu'il offre.

32. La structure des flux migratoires de la main-d'œuvre se modifie. Les femmes et les jeunes filles participent de plus en plus à **[diverses formes de]** migration de travail aux niveaux national, régional et international **[principalement dans l'agriculture, les travaux ménagers et l'industrie du spectacle]**. **[S'il est vrai que cette situation leur offre plus de possibilités de gagner leur vie et de devenir autonomes, il n'en demeure pas moins qu'elle expose les femmes et les enfants, en particulier les filles, à des conditions de travail inadéquates, à de plus grands dangers pour leur santé, au risque de trafic, [à l'exploitation économique et sexuelle, à la prostitution forcée, au racisme, à la xénophobie,] et à d'autres formes de mauvais traitements, qui [les empêchent de jouir de leurs droits fondamentaux/constituent des violations des droits de l'homme, en particulier quand elles sont pauvres, sans instruction, sans qualifications et/ou migrantes clandestines]. [Les migrations pour raison de travail contraignent souvent les femmes à se séparer de leur famille, et en particulier de leurs enfants.]**

33. Au cours des dernières années, les gouvernements, les syndicats, les associations professionnelles et les unions de consommateurs **[les employeurs,]** les fondations et les ONG d'un même pays ou de plusieurs pays ont commencé à établir de nouvelles alliances et coalitions plus vastes pour promouvoir les droits de l'homme, les codes de conduite et l'adoption de formes d'investissement éthiques **[qui comprendraient des dispositions visant à assurer l'égalité entre les sexes] [réflétant une perspective relative à l'égalité entre les sexes. Les gouvernements pourraient s'engager à prendre des mesures supplémentaires et promouvoir des approches novatrices en collaboration étroite avec la société civile.]**

34. Variante : **[Même si un certain nombre de pays l'ont ratifiée, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes n'a pas été ratifiée universellement. Bien que la notion d'égalité entre les sexes soit de plus en**

**plus acceptée, de nombreux pays ont encore des difficultés à appliquer les dispositions de la Convention.]**

36. Les tendances démographiques, y compris **[la diminution des taux de fécondité,]** l'augmentation de l'espérance de vie et la baisse des taux de mortalité, ont contribué au vieillissement de la population **[et, de ce fait, à une recrudescence des maladies chroniques.]** Compte tenu de l'écart entre l'espérance de vie des femmes et celle des hommes, le nombre de veuves et de femmes âgées célibataires s'est accru considérablement **[ce qui contribue souvent à leur isolement social et les expose davantage à des problèmes de santé et à d'autres difficultés sur le plan social. Les instituts de recherche, les services de soins de santé, les dépenses de santé, les systèmes de soins informels doivent tenir compte de l'augmentation des maladies chroniques en tant que cause majeure de mortalité chez les femmes. En même temps, la population mondiale compte un nombre sans précédent de jeunes. Les adolescentes et les jeunes femmes ont des besoins particuliers qui nécessitent une attention croissante.]** Les sociétés ont beaucoup à apprendre du savoir et de l'expérience des femmes âgées.

37. La progression **[rapide]** de la pandémie de VIH/sida **[en particulier]** dans le monde en développement a eu **[de graves conséquences] [des conséquences catastrophiques]** pour les femmes. **[L'égalité entre les sexes est une condition indispensable de la prévention, or la non-reconnaissance des droits des femmes en matière de sexualité et de reproduction [en matière de santé et de reproduction] signifie que la prévention du VIH/sida est essentiellement contrôlée par les hommes, alors que les jeunes filles et les jeunes femmes sont particulièrement exposées.] [en a fait une question prioritaire en matière de santé publique et de développement. Le virus gagne de vitesse les efforts déployés pour le maîtriser et il est en train de réduire à néant les succès chèrement acquis en matière de développement. Les taux d'infection augmentent chez les femmes et les adolescentes. Dans certaines régions et au sein des groupes particulièrement vulnérables, l'infection par le VIH parmi les femmes, y compris les jeunes, se propage rapidement.]** Ce sont **[principalement]** les femmes qui doivent s'occuper des personnes infectées et des orphelins, car les infrastructures publiques ne parviennent pas à répondre aux besoins. Les femmes séropositives sont souvent victimes de discrimination

et stigmatisées **[et elles sont souvent victimes d'actes de violence fondés sur le sexe]**. Les questions liées à **[la prévention, la responsabilité mutuelle,] [la diffusion d'informations appropriées afin de prévenir la contamination par le VIH/sida,]** la transmission **[du VIH/sida]** de la mère à l'enfant, l'allaitement, **[l'avortement] [l'information et l'éducation des jeunes] [la maîtrise des comportements à risque] [les moyens de négocier des rapports sexuels sans danger], la prostitution féminine, le recours aux injections intraveineuses par les toxicomanes, les groupes de soutien, le recours librement consenti à des services de consultation et à des tests de dépistage,]** l'information des partenaires et la fourniture de médicaments essentiels **[comme l'azidothymidine (AZT)], [les médicaments indiqués pour le traitement des infections opportunistes,]** n'ont pas fait l'objet d'un examen suffisamment approfondi. **[Il est également indispensable de s'employer plus efficacement à modifier les comportements et à donner aux femmes les moyens d'exiger des rapports sexuels sans danger et de prendre elles-mêmes toutes les décisions touchant à leurs relations sexuelles. On observe dans certains pays des signes positifs dans la lutte contre le VIH/sida indiquant que les jeunes modifient leur comportement, et l'expérience montre que les programmes d'information sur la sexualité et le VIH/sida lancés à leur intention peuvent les amener à adopter une vue plus positive des rapports entre les sexes, retarder leur initiation sexuelle et diminuer le risque de contracter des maladies sexuellement transmissibles.]**

**[Nouveau paragraphe 37 bis. L'accroissement de la demande de drogues et la progression de l'abus de substances par les jeunes femmes et les jeunes filles, tant dans les pays développés que dans les pays en développement, rendent plus nécessaire encore de redoubler d'efforts pour réduire la demande et lutter contre la production, l'offre et le trafic illicites de stupéfiants et de substances psychotropes.]**

38. L'accroissement du nombre de victimes et des dégâts causés par les catastrophes naturelles [a fait prendre conscience de l'inefficacité des approches et des méthodes d'intervention utilisées pour répondre à ce type de situations d'urgence,] où les femmes, plus souvent que les hommes, doivent répondre aux besoins immédiats de leur famille. Cette situation a accru la prise de conscience **[a contribué]** à faire prendre conscience du fait qu'il fallait intégrer une perspective

sexospécifique dans l'élaboration **[l'application]** de stratégies **[de prévention des catastrophes]** d'atténuation de leurs effets et de reconstruction.

41. La notion d'égalité entre les sexes est de plus en plus acceptée, sur la base [d'un ensemble] de principes, normes, règles et mécanismes institutionnels **[universellement acceptés]** et **[également]** de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes ainsi que de son protocole facultatif. **[Variante : La notion d'égalité entre les sexes est de plus en plus acceptée sur la base d'un ensemble commun de principes, normes, règles et mécanismes institutionnels, et du droit international, notamment de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et de son protocole facultatif.]**

[L'évolution du contexte dans lequel s'inscrivent les relations entre les hommes et les femmes et le débat sur l'égalité entre les sexes et les droits en matière de reproduction ont conduit à réévaluer de manière plus approfondie le rôle des femmes et des hommes. Cela a favorisé un débat sur le rôle et les responsabilités que doivent assumer les hommes et les femmes dans les efforts déployés en vue de parvenir à l'égalité entre les sexes et sur la nécessité de modifier les rôles et identités qui leur sont [stéréotypés] **[traditionnels]** attribués.] **[Dans certains pays, on a pris conscience de l'importance que revêtent une représentation équilibrée des hommes et des femmes à la fois sur le marché du travail et dans la vie professionnelle, et l'association des hommes au processus d'égalité entre les sexes du point de vue du changement social.]** **[L'évolution de la conception des relations entre les hommes et les femmes, et les engagements que les gouvernements ont pris à la Conférence internationale sur la population et le développement, ainsi qu'à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, de promouvoir et défendre l'égalité entre les sexes et les droits des femmes ont clairement fait apparaître que les hommes et les femmes doivent travailler ensemble afin de parvenir à l'égalité entre les sexes. Cela a aussi stimulé le débat sur la nécessité de tenir compte de la situation et de la position des hommes et des femmes dans les efforts déployés en vue de parvenir à l'égalité des sexes. La prise de conscience de la façon dont les déséquilibres s'instaurent et se perpétuent dans divers domaines a permis de déterminer les moyens de centrer les poli-**

tiques, les programmes et les projets sur les causes profondes de la discrimination fondée sur le sexe.]

[Le fait de ne pas reconnaître qu'elles ont à la fois des activités de production et de reproduction a contribué au maintien d'une charge de travail plus élevée pour les femmes, ainsi que d'une part inégale de travail non rémunéré et du fardeau de plus en plus lourd que représentent pour elles la non-rémunération de leur travail de reproduction et a entravé les efforts déployés afin de lutter efficacement contre la pauvreté parmi les femmes.]

[Tant que les tâches et les responsabilités ne seront pas mieux réparties entre les femmes et les hommes, la combinaison du travail rémunéré et des soins à dispenser au sein [du ménage], [de la famille] et de la communauté imposera toujours aux femmes une charge de travail disproportionnée.]

[L'absence d'analyses et de données ventilées par sexe et par âge empêche de procéder à une évaluation précise du travail non rémunéré effectué par les femmes.]

---